

# BAROMÈTRE « CONFIANCE EN POLITIQUE »

## METHODE ET ANALYSE

Jean Chiche<sup>1</sup> & Flora Chanvri<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Chercheur CNRS au Cevipof 98, rue de l'université 75007 Paris [jean.chiche@sciencespo.fr](mailto:jean.chiche@sciencespo.fr)

<sup>2</sup> Chargée d'études statistiques au Cevipof 98, rue de l'université 75007 Paris  
[flora.chanvri@sciencespo.fr](mailto:flora.chanvri@sciencespo.fr)

### Résumé.

Depuis 2009 le centre de recherches politiques de Sciences P, UMR 7048 du CNRS interroge les Français sur différentes formes de la confiance. Ce baromètre compte aujourd'hui cinq vagues qui ont toutes été administrées en ligne. Cette communication présentera dans un premier temps la méthode d'enquête, l'échantillonnage, la collecte, les redressements utilisés, sans éluder les difficultés et les biais rencontrés. Nous prendrons la vague 5, administrée en décembre 2013, pour exemple. Nous présenterons ensuite quelques résultats comparant les niveaux de confiance entre 2009 et 2013 et nous esquisserons une cartographie des formes de confiance en utilisant l'analyse des données, -analyses des correspondances multiples d'abord puis analyses en composantes principales sur les facteurs de l'ACM. Ces dimensions pourront être utilisées dans de futures analyses comme variables latentes ou comme facteurs de modèles généraux pour expliquer et comprendre la crise de la société française.

**Mots-clés :** analyse des données, ACM, ACP, baromètre, Confiance, collecte, Enquête en ligne,

Depuis 2009 le CEVIPOF, centre de recherches politiques de Sciences Po UMR7048 du CNRS, interroge les Français sur la confiance. L'utilisation de ce concept au quotidien, tant dans les media que dans les discours des économistes, des hommes politiques, a ouvert un champ de recherches aux universitaires de nombreuses disciplines. Au-delà de la philosophie, ce sont les sciences sociales qui se sont emparés de ce sujet pour en faire une clé d'analyse de nos sociétés.

La confiance est une notion complexe et multidimensionnelle. Cette contribution, à vocation méthodologique, ne donnera pas de définition de la confiance. Elle ne résumera pas non plus les débats et les multiples travaux qui lui sont consacrés. Voir Eloi Laurent (2012) qui au-delà d'un état de l'art, fait un pont actuel sur les relations entre confiance et économie. Voir aussi Algan, Cahuc (2007) qui ont les premiers employé le terme de « société de défiance » pour caractériser l'état du pays. En médecine, la confiance qu'on accorde à son thérapeute est essentielle. Dans la vie quotidienne les rapports qu'on entretient avec autrui dépendent de la confiance qu'on accorde aux autres. Et en politique la confiance dans les institutions, comme dans les acteurs politiques donne le la de la relation entre administrés et dirigeants. Le cahier du CEVIPOF consacré au baromètre de la confiance (2011) donnait une vision de la société française à la veille de l'élection présidentielle de 2012.

Au lendemain de la crise financière de 2008 des enquêtes répétées ont mesuré la chute de confiance d'abord durant la fin du quinquennat de N. Sarkozy puis après l'élection de F. Hollande.

La première vague de ce qui est devenu un baromètre, a été administrée à la fois par téléphone par TNS SOFRES et en parallèle par Internet par OpinionWay. L'analyse des résultats a montré qu'il

n'y avait pas eu de différence significative structurelle entre les deux enquêtes. Les enquêtes politiques ont, sur de nombreux thèmes, avantage à un mode d'auto administration sans la présence d'un enquêteur qui induit souvent une désirabilité sociale pouvant fausser les réponses voir par exemple Kreuter et al (2008). Nous ne reviendrons pas ici sur la comparaison des modes d'administration des enquêtes politiques. Boy, Chiche (2012) en avaient fait la démonstration au 7<sup>me</sup> colloque francophone sur les sondages. Outre l'aspect économique aujourd'hui fondamental dans le budget restreint de la recherche, les enquêtes en ligne ont, dans le domaine des enquêtes politiques et plus particulièrement dans les enquêtes électorales, prouvé leur pertinence.

Le baromètre du Cevipof a débuté en décembre 2009 et a été répété chaque année à la même époque de l'année. Le questionnaire, élaboré après un séminaire pluridisciplinaire, a été écrit par une équipe de chercheurs du laboratoire. Il a peu évolué au fil des ans afin de mettre en place des séries statistiques. Cet article se propose dans un premier temps de montrer comment est réalisée pratiquement une enquête en ligne, puis de donner quelques résultats de structure montrant l'évolution de la confiance (ou de la défiance) entre 2009 et 2013.

## **1 la méthode d'enquête**

La méthode d'échantillonnage et d'administration du questionnaire a suivi les mêmes règles depuis 2009. Prenons pour exemple la réalisation de la dernière vague. Cinq vagues de ce baromètre sont aujourd'hui disponibles.

L'étude a été réalisée auprès d'un échantillon de 1803 personnes inscrites sur les listes électorales, issu d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus de 1954 personnes. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, après stratification par région de résidence et de taille de commune. Les interviews ont été réalisées en ligne sur système Cawi (Computer Assisted Web Interview). Le terrain s'est déroulé entre le 25 novembre et le 12 décembre 2013. L'institut OpinionWay dispose de fichiers de personnes recrutées préalablement. Le déroulement de l'interrogation s'est passé de la façon suivante.

Un premier envoi de 6161 mails a été fait le 21 novembre 2013. La structure de la base d'envoi a été construite sur les quotas classiques, données obtenues auprès de l'INSEE. Le 2 décembre, après 8 jours de terrain, on comptait 1364 répondants à l'enquête (dont 91 hors quotas), soit un taux de retour de 22,1%

Il a ensuite été procédé à l'envoi du second emailing le 3 décembre 2013 (relance auprès des non répondants) soit 4757 emails envoyés. Le 4 décembre, après 10 jours de terrain, il y avait 1659 répondants à l'enquête (dont 119 hors quotas), soit un taux de retour de 26,9%. Puis il y eu l'envoi d'un troisième emailing le 5 décembre, relance des non répondants soit 4502 emails envoyés. Le 9 décembre, après 15 jours de terrain, 1799 personnes contactées avaient répondu à l'enquête (126 étant hors quota), soit un taux de retour de 29,2%. Enfin il a été procédé à un 4<sup>ème</sup> et dernier envoi de mails auprès de nouveaux contactés, pour l'essentiel des femmes, des 18-24 ans et des ouvriers pour compléter les quotas désirés. Le 12 décembre, après 17 jours de terrain, 1954 répondants à l'enquête. 1803 interviews constituent l'échantillon final, 151 étant hors quota, soit un taux de retour de 26,9%.

Au final ces taux de retour peuvent paraître faibles, mais ces taux sont pratiquement inchangés depuis 2009 à la première vague de ce baromètre. Il n'y a pas d'amélioration, mais pas d'affaiblissement non plus dans les taux de répondants à ce type d'enquête en ligne.

L'enquête a été calée à posteriori en utilisant des variables de redressement sur la structure sociodémographique (variables de quotas) et sur la structure politique (vote au premier tour et au second tour de l'élection présidentielle de 2012). Il est important de noter que personne en France ne dispose de données réelles sur les inscrits sur les listes électorales. L'INSEE, en charge de ce fichier, ne propose aucune tabulation. Les instituts de sondages privés, ou les académiques quand ils

cherchent à échantillonner avec la méthode des quotas, doivent se contenter de résultats sur la base de la population française âgée de 18 ans et plus. Hors, il y a près de 10% de non-inscrits en France, sans oublier les « mal inscrits ».

De nombreuses études, y compris les enquêtes faites au Cevipof, ont montré que le biais principal des enquêtes en ligne est de favoriser les répondants à fort niveau culturel. Il a donc été demandé à l'institut OpinWay en charge de l'administration du questionnaire, de contrôler le niveau de diplôme. Nous avons bloqué en cours de terrain l'entrée des interviews des personnes ayant un diplôme supérieur au bac. Cela nous a permis de corriger en partie ce décalage entre population interrogée et réelle et nous avons obtenu:

- Un taux de personnes non diplômées ou titulaires d'un diplôme inférieur au bac de 52% (contre 61% dans la réalité), soit un résultat beaucoup plus satisfaisant que ce que l'on observe d'habitude dans les enquêtes administrées en ligne.

- Une répartition déséquilibrée entre trop peu de non diplômés et trop de CAP/BEP.

Au final, l'échantillon « inscrits », compte tenu de cet effort sur le niveau de diplôme, a connu une légère distorsion sur le sexe, comme on peut le voir sur le tableau suivant :

Tableau 1 : Structure de l'échantillon sur la base des inscrits.

	(Brut) Total		sd = socio démographique		(sd+premier tour		sd+premier tour + diplôme		sd+premier tour+second tour		sd+premier tour+second tour+diplôme	
<b>TOTAL</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1803	100%	1792	100%	1804	100%	1794	100%	1804	100%	1795	100%
<b>Sexe</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Un homme	915	51%	902	50%	904	50%	903	50%	904	50%	902	50%
Une femme	888	49%	890	50%	900	50%	892	50%	900	50%	892	50%
<b>Age</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
18-24 ans	145	8%	182	10%	184	10%	174	10%	184	10%	174	10%
25-34 ans	240	13%	274	15%	277	15%	276	15%	278	15%	276	15%
35-49 ans	557	31%	500	28%	502	28%	505	28%	502	28%	505	28%
50-64 ans	458	25%	439	25%	441	24%	439	24%	441	24%	439	24%
65 ans en +	403	22%	397	22%	399	22%	400	22%	399	22%	401	22%
<b>Région UDA</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ile de France	326	18%	329	18%	332	18%	327	18%	333	18%	328	18%
Nord Ouest	412	23%	408	23%	411	23%	413	23%	411	23%	413	23%
Nord Est	465	26%	417	23%	419	23%	415	23%	420	23%	415	23%
Sud Ouest	189	10%	200	11%	201	11%	200	11%	201	11%	200	11%
Sud Est	411	23%	437	24%	440	24%	438	24%	439	24%	438	24%
<b>Catégorie d'agglomération</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Une commune rurale	428	24%	449	25%	452	25%	452	25%	452	25%	453	25%
Une agglomération de 2000 à 19 999 habitants	301	17%	304	17%	306	17%	306	17%	306	17%	306	17%
Une agglomération de 20 000 à 99 999 habitants	262	15%	252	14%	254	14%	253	14%	254	14%	253	14%
Une agglomération de plus de 100 000 habitants	531	29%	507	28%	510	28%	506	28%	510	28%	505	28%
Paris et agglomération parisienne	281	16%	279	16%	282	16%	277	15%	282	16%	277	15%
<b>CSP Interviewé</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Agric/	8	0%	15	1%	15	1%	16	1%	15	1%	16	1%
Artis. commerc./Chefs d'ent.	41	2%	55	3%	56	3%	56	3%	56	3%	56	3%
Prof libérale /cadres	202	11%	155	9%	156	9%	151	8%	156	9%	151	8%
Prof. Intermédiaires	195	11%	249	14%	251	14%	250	14%	251	14%	250	14%

Employés	318	18%	293	16%	295	16%	289	16%	295	16%	289	16%
Ouvriers	278	15%	252	14%	254	14%	258	14%	254	14%	258	14%
Retraités	433	24%	476	27%	478	26%	479	27%	478	26%	479	27%
Inactifs	328	18%	295	16%	299	17%	296	17%	299	17%	296	16%
<b>Niveau de diplôme</b>	-		-									-
Sans diplôme / CEP / BEPC	239	13%	242	13%	246	14%	587	33%	247	14%	587	33%
CAP / BEP	627	35%	607	34%	607	34%	437	24%	606	34%	437	24%
Baccalauréat	296	16%	303	17%	303	17%	305	17%	300	17%	305	17%
Bac +2 (DEUG, DUT, BTS)	251	14%	257	14%	257	14%	209	12%	260	14%	209	12%
Supérieur à Bac +2	390	22%	384	21%	391	22%	258	14%	391	22%	258	14%

En forçant le nombre de « faiblement diplômés en CAP/BEP », nous avons légèrement sur représenté les hommes de plus de 65 ans dans l'enquête.

Toutefois, pour s'assurer que cette distorsion ne pesait pas sur les résultats, nous avons réappliqué un redressement «sociodémographique» sur la base des inscrits et avons constaté que cela ne modifiait quasiment en rien les résultats :

- 0,4 points sur le résultat global de la question d'intérêt pour la politique (pourtant très fortement « genré », 19 points d'écart entre hommes et femmes) ;
- 0,14 points sur les questions dont l'écart homme/femme est de 7 points, résultat assez fréquent dans l'enquête.

Connaissant ces biais, il a été possible d'analyser les résultats, en niveau pour une comparaison temporelle, et en structure pour vérifier que la multi dimensionnalité de la notion de confiance est toujours prégnante.

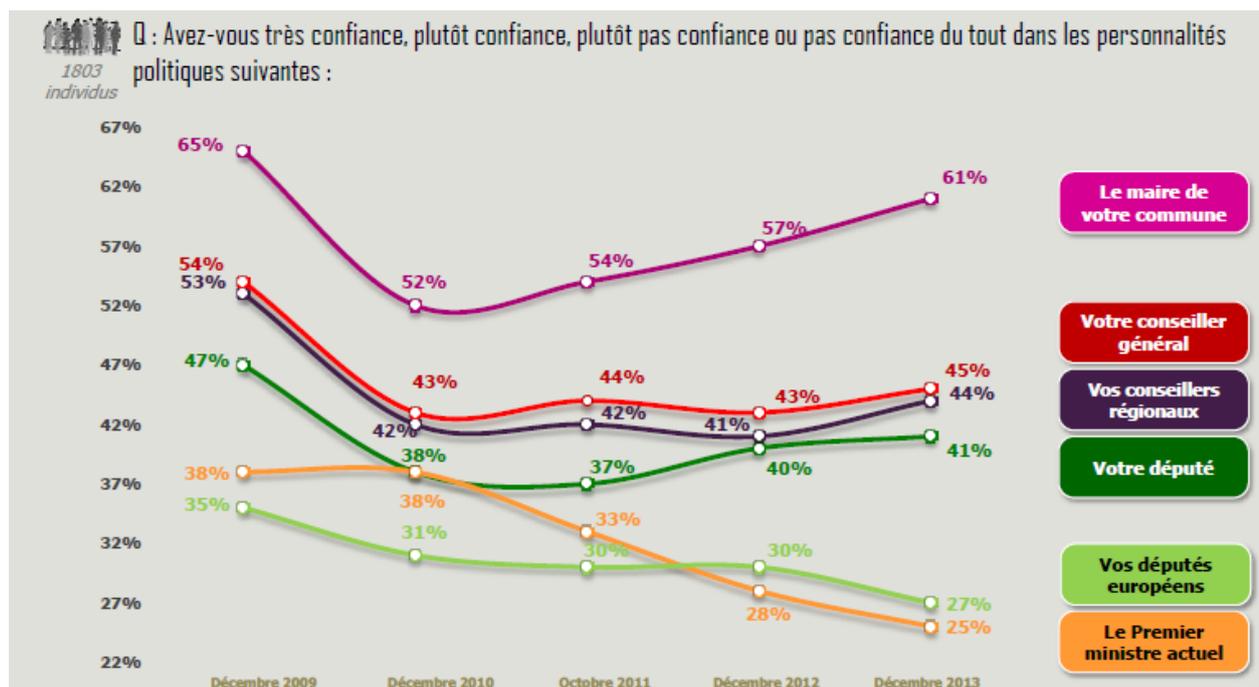
## 2 Analyse de quelques résultats et cartographie de la confiance.

Les enquêtes de ce baromètre ont principalement tenté de mesurer cinq aspects essentiels de la confiance :

- La confiance sociétale ou confiance interpersonnelle (famille, voisins, étrangers, relations nouées avec les autres ...)
- La confiance économique, mesurée au travers de questions sur la confiance envers les organisations du monde économique : entreprises publiques, privées, banque...
- La confiance dans les institutions non politiques, publiques ou privées (hôpitaux, police, syndicats, media, OMC ...)
- La confiance dans les institutions politiques (conseil municipal, conseil régional, assemblée nationale, gouvernement, présidence de la république, union européenne ..).
- La confiance dans les acteurs politiques (maire, conseiller général, député, premier ministre...).

Voici deux exemples d'évolution de deux de ces confiances.

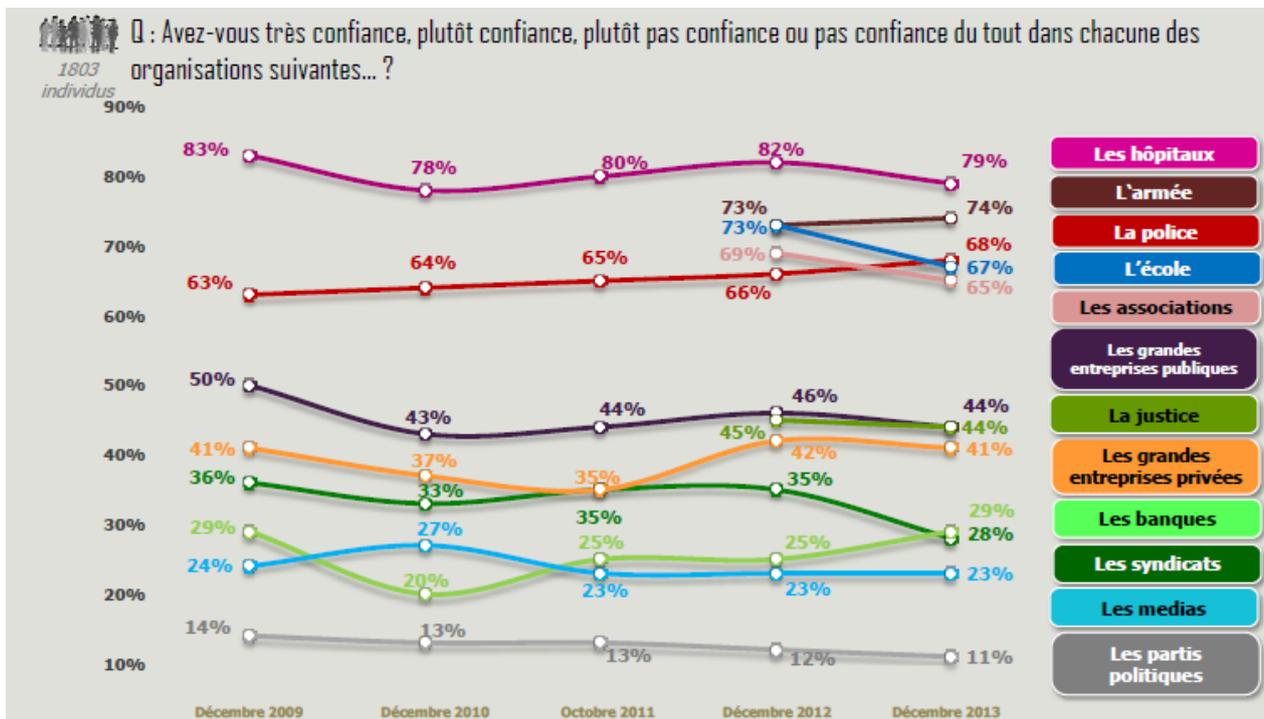
Graphique 1 : Evolution de la confiance envers les acteurs politiques



Si depuis 2009 on constate que tous les acteurs politiques subissent une perte de confiance, on doit noter que les élus de proximité s'en sortent mieux et que le maire est resté, en cette année d'élections municipales, la personnalité politique préférée des Français.

Par contre la confiance envers les institutions non politiques a peu évolué depuis 2009. 2013 marquant toutefois une baisse de confiance pour les syndicats, les entreprises publiques, l'école toutes institutions habituellement plus citées par les électeurs de gauche.

Graphique 2 : Evolution de la confiance envers les institutions non politiques



Des analyses géométriques, dont on pourra suivre les développements récents dans Le Roux, (2014), de toutes les questions (utilisant des analyses des correspondances multiples, des analyses des correspondances sur tableaux dédoublés et des classifications voire Le Roux, Perrineau,(2011) ont établi que ces 5 formes de confiance étaient bien des dimensions à part entières et qu'elles structuraient l'espace politique des Français.

Partant de cet acquis, nous avons cherché les variables latentes sous-jacentes à chacune de ces dimensions. Nous avons donc procédé à 5 analyses des correspondances multiples des données de la vague 5 (décembre 2013) en projetant en supplémentaires les réponses des individus ayant répondu en vague 1 (décembre 2009) aux mêmes questions. Soit un total de 3278 individus dont 1803 actifs de la vague 5 et 1475 projetés en supplémentaires de la vague 1.

Toutes les questions utilisées dans ces ACM sont codées comme des échelles de Lickert à 4 ou 5 échelons. Il en résulte que toutes les analyses ont mis en évidence un effet Guttman. Le premier (ou le second) axe de chacune des analyses a permis d'opposer les plus défiants (les plus nombreux) aux plus confiants. Les coordonnées factorielles du premier facteur de chacune de ces analyses ont donc été stockées et ont pu être utilisées comme les meilleurs résumés de chacune des dimensions que l'on cherchait.

L'analyse de la confiance interpersonnelle utilise 8 questions (40 modalités dont 8 de sans réponse). La valeur propre du facteur conservé extrait 15,05 % de l'inertie totale du nuage.

L'analyse de la confiance économique utilise 3 questions (15 modalités dont 3 de sans réponse). La valeur propre du facteur conservé extrait 21,77 % de l'inertie totale du nuage.

L'analyse de la confiance dans les institutions non politiques utilise 4 questions, codées de 1 à 5 + le code SR (24 modalités dont 4 de sans réponse). La valeur propre du facteur conservé (ici l'axe 2) extrait 13,3 % de l'inertie totale du nuage.

L'analyse de la confiance dans les institutions politiques utilise 10 questions (40 modalités actives et 10 modalités de sans réponse). La valeur propre du facteur conservé (axe 1) extrait 13,3 % de l'inertie totale du nuage.

Enfin L'analyse de la confiance dans les acteurs politiques utilise 7 questions (28 modalités actives

et 7 modalités de sans réponse). La valeur propre du facteur conservé (axe 1) extrait 19,24 % de l'inertie totale du nuage.

Nous avons ensuite analysé globalement les 5 variables factorielles issues des 5 analyses précédentes afin d'avoir une vision globale et synthétique de l'univers de (des) dimensions de la confiance. Pour ce faire nous avons procédé à une analyse en composantes principales sur ces 5 variables. Les individus étant toujours les 1803 personnes ayant répondu à la vague 5. Les 1475 ayant répondu à la vague 1 sont projetés en supplémentaires. Cette méthode s'apparente à ce que l'on aurait pu faire avec une analyse factorielle multiple (Escoffier, Pages, 1988).

La matrice de corrélations est tout à fait passionnante :

*Tableau 2 : matrice de corrélation entre les dimensions de la confiance en décembre 2013.*

	<b>IP</b>	<b>EC</b>	<b>NP</b>	<b>PO</b>	<b>AC</b>
<b>Confiance interpersonnelle : IP</b>	1,00				
<b>Confiance économique : EC</b>	0,25	1,00			
<b>Confiance institutions non politiques : NP</b>	0,24	0,18	1,00		
<b>Confiance institutions politiques : PO</b>	0,41	0,48	0,24	1,00	
<b>Confiance acteurs politiques : AC</b>	0,38	0,39	0,23	0,86	1,00

Notons la très forte corrélation entre la confiance dans les acteurs et la confiance dans les institutions politiques.

Cette ACP permet d'interpréter 3 facteurs :

Le premier facteur est un facteur taille. (Presque par construction). La valeur propre (2,5) représente 51% de la variance. Les confiances sont toutes projetées du même côté de l'axe et de façon triviale opposent les confiants aux défiants. Mais on ne peut l'interpréter comme une confiance globale, généralisée.

Le second facteur représente 18% de la variance. Il met en évidence la confiance dans les institutions non politiques en l'opposant aux confiances politiques (acteurs et institutions) et à la confiance économique. Ces institutions non politiques sont de plusieurs ordres : les régaliennes – police, justice, école, hôpitaux, et les privées, - syndicats, medias -. La confiance qu'on leur accorde est d'un autre ordre que celle accordée aux autres institutions.

Le troisième facteur représente encore 14,7% de la variance. Il oppose la confiance sociétale – confiance inter personnelle – à la confiance économique et aux confiances institutionnelles. Il met bien en évidence cette confiance de l'entre soi (famille, voisin, autrui) que l'on nomme souvent « confiance d'en bas » par opposition à celle que l'on donne aux institutions ou à l'économie « confiance d'en haut ».

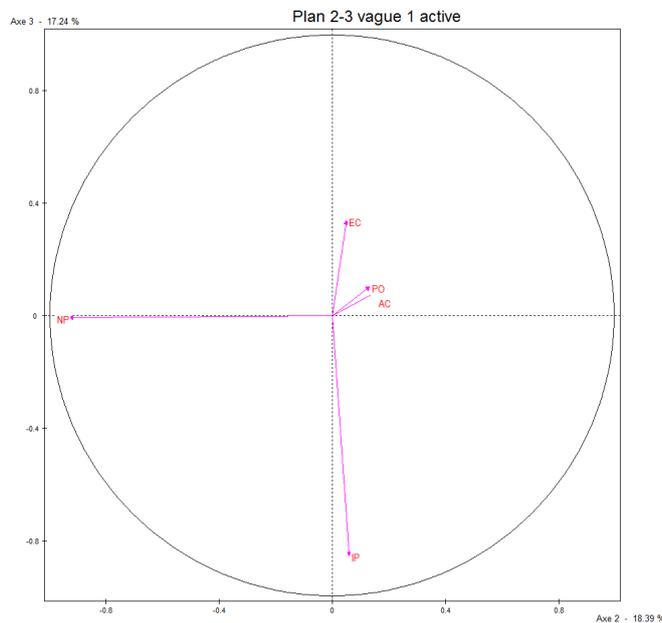
Ces différentes formes de la confiance sont bien caractérisées par le Plan 2-3. (Voir ci-après)

Si on refait la même analyse du tableau, mais cette fois en mettant les répondants en vague 1 en individus actifs et ceux ayant répondu en vague 5 en supplémentaires, la structure des axes ne change pas. Seule dans le plan 2-3 la confiance économique est plus proche des confiances politiques. Cela témoigne que la crise économique s'approfondissant, la confiance économique s'écarte de plus en plus de la confiance inter personnelle.

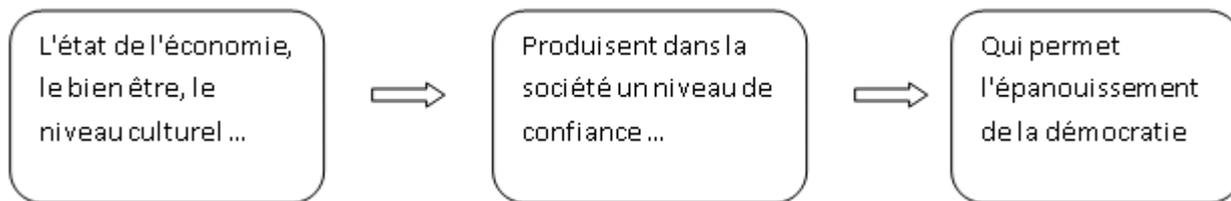
*Graphique 2 : ACP : plan 2-3. Vague 5 active*



Graphique 3 : ACP : plan 2-3. Vague 1 active

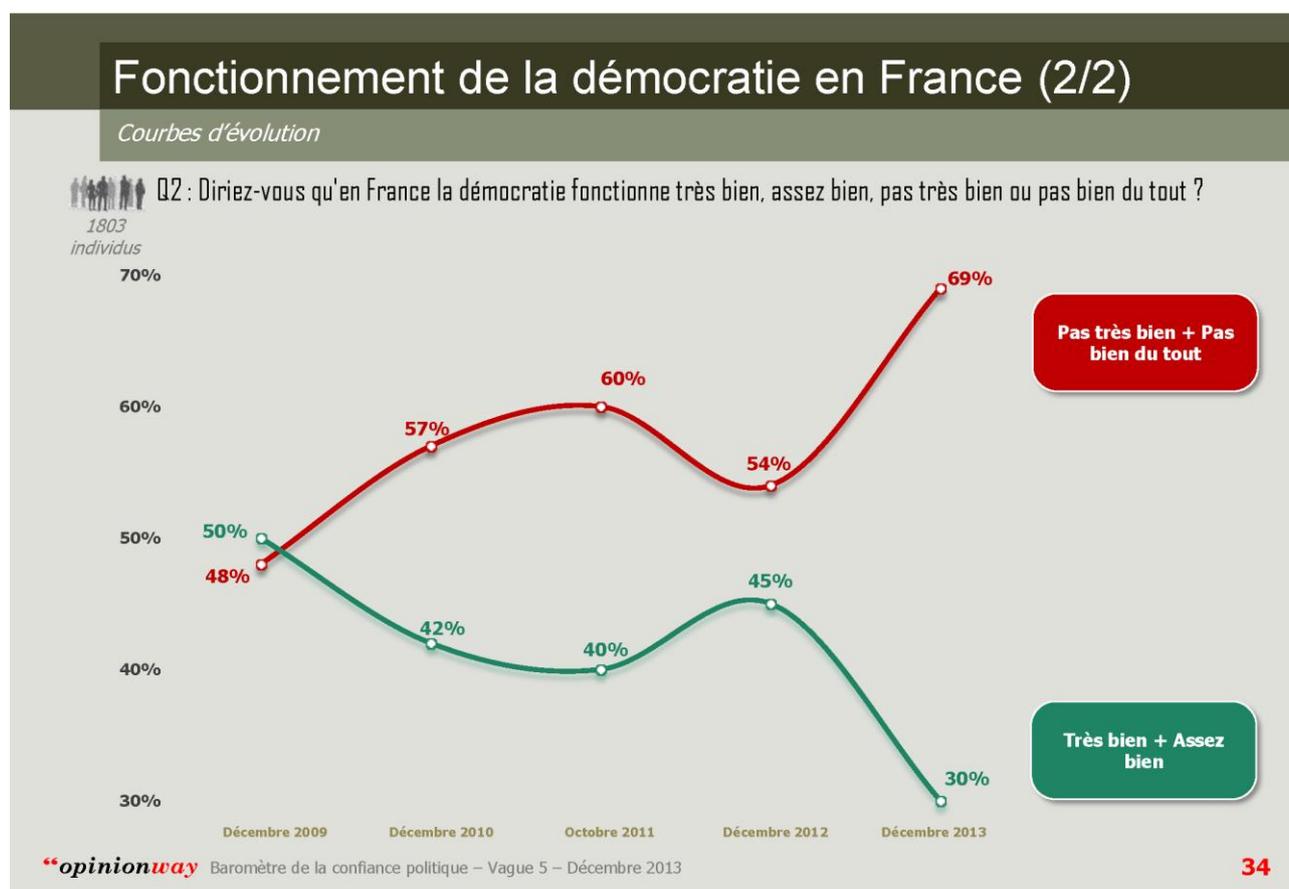


Cette contribution montre que les différentes formes que peut prendre la confiance sont mesurables en utilisant l'enquête par sondage. Un travail de sociologie ou de sciences politiques pourra prendre la suite et interpréter ces résultats en les caractérisant et/ou en les modélisant. Les tests que nous avons faits sont prometteurs et laissent entrevoir de nouvelles pistes de recherche. Le climat politique et économique, le fait d'être dans la majorité ou dans l'opposition, l'implication sociale, l'intérêt pour la politique, l'univers des valeurs idéologiques seront à tester dans ces modèles d'explication des confiances. Le schéma que Boy et Chiche, (2009) avait mis en évidence en utilisant l'European social survey pourra être validé, complété et testé en France avec les données de ce baromètre.



La forte abstention observée à tous les scrutins et notamment aux dernières élections municipales est une conséquence de l'affaiblissement général des formes de confiance. On peut alors s'interroger sur la qualité des relations entre citoyens d'une part et dirigeants d'autre part. Avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer sur la démocratie française. Ce graphique témoigne de la profondeur de la crise en France.

Graphique 4 : Evolution du fonctionnement de la démocratie en France



## Bibliographie

- [1] Algan, Y et Cahuc P (2007), *La société de défiance : comment le modèle social s'autodétruit*, Editions de la rue d'Ulm « Cepremap », Paris.
- [2] Boy, D et Chiche, J (2012), *L'impact du mode d'administration dans les sondages électoraux* [http://sondages2012.ensai.fr/wp-content/uploads/2011/01/Communication\\_Boy\\_Chiche.pdf](http://sondages2012.ensai.fr/wp-content/uploads/2011/01/Communication_Boy_Chiche.pdf)
- [3] Boy, D et Chiche, J (2010), *Confiances* dans Boy, D, et Cautres, B et Sauger, N : *Français des européens comme les autres*, Presses de Sciences Po, académiques pp 45-71, Paris.
- [4] CEVIPOF (2011), *La confiance dans tous ses états. Les cahiers du Cevipof, N° 54, juillet Paris*
- [5] Escoffier, B et Pages, J (1988), *Analyses factorielles simples et multiples* 112014, Dunod, Paris
- [6] Le Roux, B, (2014), *Analyse géométrique des données multidimensionnelles* ; Dunod, Paris
- [7] Le Roux, B et Perrineau, P (2011) *Les différents types d'électeurs au regard des différents types de confiance dans* CEVIPOF (2011), *La confiance dans tous ses états. Les cahiers du Cevipof, N° 54, juillet Paris*
- [8] Kreuter, F et Presser, S et Tourangeau, R (2008). *Social desirability bias in cati, ivr, and Web surveys : The effects of mode and question sensitivity*. Public opinion quarterly, vol. 72, no. 5 , pp. 847–865